

Dans le gaz et l'électricité

L'article paru dans le numéro 75 de « La Vérité des Travailleurs » donne une idée insuffisante des résultats de la lutte menée par les gaziers et électriciens durant l'année 1957 (bien que les chiffres de salaires cités soient exacts). Passons sur la naïveté qui consiste à écrire que les nouveaux barèmes des salaires n'ont pas connu de publicité et que seuls les militants responsables en auraient eu connaissance. A la vérité ces nouveaux barèmes ont été largement diffusés par les Fédérations dans les 48 heures. Quant aux salaires de plus de 250.000 qui risquent de hérissier les nombreux « moins de 40.000 » (trop nombreux hélas il est vrai!) ceux-ci sont loin de les ignorer. N'importe quel agent sachant lire et connaissant le principe de la multiplication est à même de calculer le salaire de n'importe quelle échelle, à n'importe quel échelon.

Les avantages obtenus ne nous donnent pas encore entière satisfaction, mais acquis après une longue bataille qui a duré près d'un an — et dont les lecteurs de « La Vérité des Travailleurs » ont eu quelques échos dans ses colonnes — ils représentent un réel succès quand on connaît la résistance acharnée opposée par le gouvernement et les Directions générales.

D'autre part, il ne faut pas oublier que le personnel de nos deux industries a été l'objet de dures attaques pendant de nombreuses années dans la presse bourgeoise et de la part des pouvoirs publics. Dans la clientèle — pas seulement la clientèle bourgeoise — s'était répandue la légende des avantages fabuleux du personnel du gaz et de l'électricité. L'attitude de ceux dont les revendications syndicales consistent, simplement, à demander l'alignement sur notre secteur, était loin d'apporter un démenti. Malgré ce handicap, les gaziers et électriciens sont passés à la lutte. Les grèves de 24 heures ont succédé à des manifestations sur le lieu du travail, auprès des pouvoirs publics, des parlementaires ou des usagers. Et surtout, partant de la base, un puissant mouvement d'unité obligeait les Fédérations F.O. et U.N.C.M. (section de la réactionnaire C.G.C.) à se joindre aux Fédérations C.F.T.C. et C.G.T. Cette dernière diffusait d'excellents mots d'ordre: « Pas de plaquage en cours de lutte, pas de discussion séparée » ou « accords séparés, accords de trahison ». Mots d'ordre repris avec enthousiasme par tout le personnel. C'est dans cette unité qu'il faut trouver évidemment la raison essen-

tielle de notre succès, avec, en outre, la volonté déterminée d'aboutir coûte que coûte. Déjà en mars 1957, les directions générales avaient dû céder du terrain, lâchant 5 % provisoires. Le mouvement prenant toujours plus d'ampleur, c'était l'important succès du 29 juillet: versement d'un substantiel acompte et surtout reconnaissance par le ministre de tutelle qu'il y avait un décalage anormal entre les salaires du « privé » et ceux payés dans nos industries.

C'est sous la vigilance du personnel que la commission paritaire a travaillé. C'est sans doute ce qui a amené les directeurs généraux à chiffrer à 20 % le retard de nos traitements. Seules les modalités de règlement de ce retard ont fait surgir un nouveau conflit. Le ministre de tutelle, prenant prétexte de la démission de Bourges-Mannoury, refusa d'arbitrer et ce fut la magnifique riposte du 16 octobre. Une grève de 24 heures qui restera gravée dans quelques mémoires... et pas seulement chez les gaziers et les électriciens.

Pour la première fois, la grande majorité des agents de maîtrise, des cadres subalternes et supérieurs participaient au mouvement. Cette participation n'apportait pas simplement un appui moral, mais également un appui matériel important. La modernisation de la production, du transport et de la distribution, permet aux directions générales de tenir un certain temps avec un minimum de personnel. C'est le cas quand la majorité du personnel gradé est hostile à la grève. Mais cette fois-ci les cadres semblent avoir compris que leur intérêt n'est plus du côté des patrons mais du côté du personnel d'exécution. Et que la belle époque où on se taillait des situations privilégiées sur la peau du personnel de base est définitivement révolue. La motion votée dans son dernier congrès par la réactionnaire U.N.C.M., dénonçant l'ingérence croissante de l'Etat dans la vie de nos industries en est un indice.

Notre correspondant parle également dans son article d'avantages concédés par une bourgeoisie effrayée par l'ampleur de notre mouvement et craignant son extension à l'ensemble des travailleurs. Le terme de « bourgeoisie » employé ainsi est à mon avis trop général et ne tient pas compte des divergences qui ont existé dans ladite bourgeoisie à ce moment. S'agit-il en effet de la bourgeoisie représentée par le ministre Ribeyre, qui a concédé les augmentations de salaires? Celle représentée par le « socialiste Guy Mollet » qui, au cours d'une « table ronde », a reproché à Ribeyre d'avoir capitulé (reproche qu'il a répété au dernier Conseil National de la S.F. I.O.)? Ou bien celle représentée par l'*Information Financière* qui écrivait « qu'il était regrettable de ne pas avoir saisi l'occasion, même en courant le risque d'une grève de quinze jours, de mettre à genoux les cégétistes de Marcel Paul »? Il est vrai qu'en définitive c'est la position de Ribeyre qui a prévalu, devant la crainte d'une extension du mouvement, mais la bourgeoisie était loin d'être unanime sur ce point.

Une dernière observation concernant l'E.D.F. qui n'est pourtant « pas traditionnellement un secteur d'avant-garde ». Le personnel bénéficie d'un statut national qui lui garantit certains avantages particuliers. Ce statut n'est pas une somme de cadeaux faits par des patrons, mais l'aboutissement de longues luttes syndicales, certaines datant de plus d'un demi-siècle. Dans les grandes batailles livrées par la classe ouvrière depuis la Libération, les gaziers et les électriciens tenaient leur place: novembre 1947, mars 1950, mars 1951, août 1953, septembre 1955 sont des dates qui nous disent quelque chose.

La situation économique se dégrade de jour en jour sous le poids de la guerre d'Algérie, les salaires qui perdent quotidiennement de leur pouvoir d'achat nous offrent des perspectives de lutte. Souhaitons que l'ensemble des travailleurs s'engage dans la bataille, sans distinction de corporations, avec le même désir d'union, la même volonté de vaincre qui ont caractérisé l'important mouvement dans le gaz et l'électricité en 1957.

Correspondant.

Les manifestations anti-impérialistes au Quartier Latin

Après la longue période d'inactivité qui suivit l'échec du 17 octobre, la vie politique semble renaître au Quartier latin. Coup sur coup, les étudiants ont manifesté contre la dissolution de l'U.G.E.M.A. le 4 février, contre le bombardement de Sakiet le 14. Il est intéressant de remarquer tout d'abord l'importance numérique de ces deux manifestations, la première réunissant 1.500 étudiants sur le boulevard Saint-Michel, la seconde 500 rue Mouffetard. Ceci prouve qu'il est plus facile de rassembler les étudiants contre la guerre d'Algérie que contre Speidel ou même contre les rampes de lancement. De plus le premier rassemblement a vu une large participation des étudiants coloniaux, dont toutes les organisations avaient signé l'appel à la manifestation. Il semble en particulier qu'on assiste à une politisation rapide des Africains: ceci doit au premier chef retenir l'attention des étudiants révolutionnaires, qui peuvent intervenir avec efficacité dans ce processus de prise de conscience des coloniaux d'Afrique noire.

Ceci dit, on ne peut que souligner la persévérance des dirigeants de l'U.E.C. qui, le 14 février, ont donné la mesure de leur pusillanimité et de leur opportunisme: sous prétexte que certaines des organisations signataires de l'appel, telles les étudiants M.R.P., n'étaient pas nécessairement d'accord avec le mot d'ordre de « Paix en Algérie », les bureaucrates de l'U.E.C. ont systématiquement empêché les étudiants de le reprendre, alors que la majorité d'entre eux étaient hostiles à cette limitation opportuniste des objectifs de la manifestation. En fait, que s'ensuit-il de ce souci de préserver à tout prix l'unité avec le M.R.P.? Simplement que les étudiants coloniaux maintiennent — à juste titre — leur hostilité au P.C.F. Mais sans doute les staliniens préfèrent-ils faire l'unité avec les supporters de Bidault qu'avec les coloniaux.

La seconde manifestation, faite sur l'initiative de l'U.E.C., de l'U.G.S. et des étudiants radicaux, a eu lieu au cri de « Paix en Algérie », dans le quartier Mouffetard. La population n'a pas caché son accord avec les manifestants, les Algériens non plus. Sans doute l'absence des trois ou quatre étudiants M.R.P. a-t-elle libéré l'anticolonialisme des bureaucrates: car, apparemment, il n'y avait pas plus de raisons d'admettre le slogan de Paix en Algérie le 14 février que le 4. Mais l'opportunisme des staliniens n'a pas tardé à se manifester, car, brusquement, au niveau du métro Monge est intervenu un ordre de dispersion absolument injustifié. Les dirigeants de l'U.E.C. ont d'ailleurs eu de sérieuses difficultés pour persuader les étudiants de se disperser.

De nombreux étudiants, communistes et autres, ont exprimé clairement leur colère devant l'opportunisme des directions. Il semble que l'opposition étudiante se développe rapidement. Par ailleurs il serait intéressant de se demander si ce renouveau d'activité des dirigeants de l'U.E.C. n'est pas en relation avec le prochain congrès de cette organisation: sans doute s'imaginent-ils désarmer la critique en brandissant un actif de deux manifestations en dix jours. Mais loin de cautionner la direction sortante, ces initiatives n'ont fait que montrer plus clairement la trahison stalinienne de la lutte anticolonialiste. Gageons que les étudiants communistes sauront le rappeler en temps voulu à leurs « dirigeants ».

Le Quartier latin, à la veille de la semaine anticolonialiste, se repolitise rapidement, d'autant plus que la réapparition des commandos fascistes de Biaggi et de Pen, a cristallisé la volonté de lutte des étudiants. Il existe dans ce secteur un terrain tout à fait favorable à une élévation de la conscience politique. Des tâches très importantes s'offrent aux étudiants révolutionnaires, qui sont les seuls à pouvoir les remplir.

SOUSCRIVEZ A

la Vérité des travailleurs

Son CCP 6965-68 Paris

Dans le numéro de Janvier 1958

QUATRIEME INTERNATIONALE

Editorial:

Devant la crise aggravée de l'impérialisme.

S. Santen:

La révolution indonésienne en marche.

Fred Aller:

La décomposition du stalinisme en Allemagne orientale.

Jacques Privas:

Où en est le M.N.A.? (La révolution algérienne).

Hector Lucero:

Les mineurs boliviens s'attaquent au gouvernement réactionnaire de Siles.

M. K.:

Le M.A.P.A.M. face à une ouverture du parti El Baath de Syrie.

Livio Maitan:

Togliatti revient trente ans en arrière.

Pierre Frank:

Les anciennes voies du réformisme et la voie révolutionnaire du socialisme.

E. Germain:

Sociologie de la classe possédante américaine.

Michel Pablo:

Vingt ans de la IV^e Internationale.

V.-I. Lénine:

Que sont les soviets?

Le Numéro: 200 francs.

C.C.P. P. FRANK 12648-46 Paris.